



Manifeste altermondialiste d'Attac

Des alternatives au néolibéralisme

Contre les politiques des gouvernements au service des propriétaires du capital :

des biens publics mondiaux et des services publics pour tous

L'extension du pouvoir « des marchés », de l'argent, engagée depuis les années 1980, à toutes les activités humaines et sur l'ensemble de la planète, n'a **rien de naturelle** : elle résulte de **décisions politiques** prises par les gouvernements au **profit des propriétaires du capital** .

Parmi celles-ci :

- priorité donnée à la stabilité de la monnaie et des taux d'intérêt réels élevés,
- liberté de circulation des biens, des services et des capitaux,
- déréglementation sociale : droit du travail, droit à la protection sociale et à la santé...,
- quasi-absence de réglementation environnementale,
- augmentation des impôts indirects au détriment des impôts directs progressifs,
- dégradation, puis libéralisation et privatisation des services publics...

Ces mesures sont prises tant au niveau local, national, régional, qu'au sein de l'UE. Au plan international, elles sont impulsées et contrôlées par des organismes comme le Fonds Monétaire International (FMI) et la Banque Mondiale (BM), pour les pays qui leur font appel, et par l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) pour l'ensemble des pays membres.

Rompre avec ces politiques, c'est redonner aux citoyens des capacités d'intervention, c'est affirmer de **nouveaux droits** comme celui pour chaque être humain de **jouir des biens communs de l'humanité** :

- ceux issus de l'environnement naturel : l'eau, l'air, l'énergie...,
- comme ceux produits par l'activité humaine : la santé, l'éducation, le logement, le transport...,

Ces biens communs doivent **échapper à la logique marchande** de la rentabilité.

Les politiques néolibérales ont tellement dégradé, voire supprimé, des pans entiers des services publics, dans les pays pauvres comme dans les pays riches, qu'un **vaste chantier de rénovation et d'extension** est nécessaire. Ces services publics et ces services non marchands répondant aux besoins sociaux sont à mettre en œuvre.

**Pour rompre avec ces politiques
le Manifeste d'Attac propose :**

« Se réappropriier ensemble l'avenir du monde »

(voir au dos)



Manifeste altermondialiste d'Attac

Des alternatives au néolibéralisme

Contre les politiques des gouvernements au service des propriétaires du capital :

des biens publics mondiaux et des services publics pour tous

L'extension du pouvoir « des marchés », de l'argent, engagée depuis les années 1980, à toutes les activités humaines et sur l'ensemble de la planète, n'a **rien de naturelle** : elle résulte de **décisions politiques** prises par les gouvernements au **profit des propriétaires du capital** .

Parmi celles-ci :

- priorité donnée à la stabilité de la monnaie et des taux d'intérêt réels élevés,
- liberté de circulation des biens, des services et des capitaux,
- déréglementation sociale : droit du travail, droit à la protection sociale et à la santé...,
- quasi-absence de réglementation environnementale,
- augmentation des impôts indirects au détriment des impôts directs progressifs,
- dégradation, puis libéralisation et privatisation des services publics...

Ces mesures sont prises tant au niveau local, national, régional, qu'au sein de l'UE. Au plan international, elles sont impulsées et contrôlées par des organismes comme le Fonds Monétaire International (FMI) et la Banque Mondiale (BM), pour les pays qui leur font appel, et par l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) pour l'ensemble des pays membres.

Rompre avec ces politiques, c'est redonner aux citoyens des capacités d'intervention, c'est affirmer de **nouveaux droits** comme celui pour chaque être humain de **jouir des biens communs de l'humanité** :

- ceux issus de l'environnement naturel : l'eau, l'air, l'énergie...,
- comme ceux produits par l'activité humaine : la santé, l'éducation, le logement, le transport...,

Ces biens communs doivent **échapper à la logique marchande** de la rentabilité.

Les politiques néolibérales ont tellement dégradé, voire supprimé, des pans entiers des services publics, dans les pays pauvres comme dans les pays riches, qu'un **vaste chantier de rénovation et d'extension** est nécessaire. Ces services publics et ces services non marchands répondant aux besoins sociaux sont à mettre en œuvre.

**Pour rompre avec ces politiques
le Manifeste d'Attac propose :**

« Se réappropriier ensemble l'avenir du monde »

(voir au dos)

- une **réforme fiscale** rétablissant une **forte progressivité de l'impôt direct** pour réduire les écarts de revenus (avec une tranche supérieure à taux d'imposition de 100 %) et instaurant une fiscalité écologique pour réduire les émissions de gaz polluants ;
- la reconnaissance du **droit au logement opposable** devant la justice, accompagnée de la création d'un **service public du logement** ;
- la reconstruction des services publics sur la base d'une **véritable gestion démocratique** assurant solidarité, justice, et équilibre écologique ;
- la **création de nouveaux services** publics : logement, eau, énergie, accueil de la petite enfance, aide à la dépendance, recherche ;
- un **moratoire européen** sur toutes les libéralisations et affirmation du principe **qu'aucun service public** ne peut être soumis **au droit de la concurrence** ;
- **l'arrêt du processus de libéralisation du marché de l'électricité** (après l'ouverture du marché pour les entreprises en juillet 2004, la dernière phase concernera, le 1^{er} juillet 2007, les particuliers) et mise en place d'un service public de l'énergie fondé sur l'égalité de traitement des usagers par une péréquation des tarifs ;
- la création, chaque fois que nécessaire, de services **publics européens** complétant les services publics nationaux ;
- la garantie, par un financement public porté au moins à 8% du PIB (produit intérieur brut ou « richesse produite »), de la **gratuité totale des études**, de la maternelle à l'enseignement supérieur; la fixation d'un plafond de 15 élèves par classe pour les écoles et collèges des quartiers défavorisés; l'arrêt de toute fermeture ou privatisation d'écoles maternelles ;
- la **réaffirmation des missions de la recherche publique** : production et diffusion des connaissances fondamentales dans la société, formation à et par la recherche, expertise ;
- l'intégration de la politique nationale de recherche publique dans une perspective européenne, avec comme objectif de porter l'effort de recherche à **3 % du PIB européen**.

(Pour en savoir plus : publication 4 pages Manifeste altermondialiste sur le site internet et livre disponible en librairie.)

Attac : Association pour une taxation des transactions financières pour l'aide aux citoyens



Attac-Isère - Siège social : Maison des Associations
6, rue Berthe-de-Boissieux – 38000 GRENOBLE / Boîte vocale : 04 76 47 32 81
Site internet : www.local.attac.org/attac.38 / Email : attac38@attac.org
Permanences : MDA les mercredis a.m. et café le Glacier à Grenoble, 18h-20h

Imprimé par nos soins - Ne pas jeter sur la voie publique

- une **réforme fiscale** rétablissant une **forte progressivité de l'impôt direct** pour réduire les écarts de revenus (avec une tranche supérieure à taux d'imposition de 100 %) et instaurant une fiscalité écologique pour réduire les émissions de gaz polluants ;
- la reconnaissance du **droit au logement opposable** devant la justice, accompagnée de la création d'un **service public du logement** ;
- la reconstruction des services publics sur la base d'une **véritable gestion démocratique** assurant solidarité, justice, et équilibre écologique ;
- la **création de nouveaux services** publics : logement, eau, énergie, accueil de la petite enfance, aide à la dépendance, recherche ;
- un **moratoire européen** sur toutes les libéralisations et affirmation du principe **qu'aucun service public** ne peut être soumis **au droit de la concurrence** ;
- **l'arrêt du processus de libéralisation du marché de l'électricité** (après l'ouverture du marché pour les entreprises en juillet 2004, la dernière phase concernera, le 1^{er} juillet 2007, les particuliers) et mise en place d'un service public de l'énergie fondé sur l'égalité de traitement des usagers par une péréquation des tarifs ;
- la création, chaque fois que nécessaire, de services **publics européens** complétant les services publics nationaux ;
- la garantie, par un financement public porté au moins à 8% du PIB (produit intérieur brut ou « richesse produite »), de la **gratuité totale des études**, de la maternelle à l'enseignement supérieur; la fixation d'un plafond de 15 élèves par classe pour les écoles et collèges des quartiers défavorisés; l'arrêt de toute fermeture ou privatisation d'écoles maternelles ;
- la **réaffirmation des missions de la recherche publique** : production et diffusion des connaissances fondamentales dans la société, formation à et par la recherche, expertise ;
- l'intégration de la politique nationale de recherche publique dans une perspective européenne, avec comme objectif de porter l'effort de recherche à **3 % du PIB européen**.

(Pour en savoir plus : publication 4 pages Manifeste altermondialiste sur le site internet et livre disponible en librairie.)

Attac : Association pour une taxation des transactions financières pour l'aide aux citoyens



Attac-Isère - Siège social : Maison des Associations
6, rue Berthe-de-Boissieux – 38000 GRENOBLE / Boîte vocale : 04 76 47 32 81
Site internet : www.local.attac.org/attac.38 / Email : attac38@attac.org
Permanences : MDA les mercredis a.m. et café le Glacier à Grenoble, 18h-20h

Imprimé par nos soins - Ne pas jeter sur la voie publique